

UNION NATIONALE DES
SYNDICATS AUTONOMES



FASMI

FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Affiliée à l'UNSA

25 rue des Tanneries - 75 013 PARIS

Tél : 01 43 40 64 27 - Fax : 01 71 18 22 90

Email : unsa@fasmi.fr

Le 16 novembre 2015

La sécurité à son niveau maximum

Par Direct Matin, publié le 16 Novembre 2015 à 07:05



Environ 1 000 militaires ont été envoyés en renfort à Paris dimanche soir

Le pays est en alerte après les attentats. Alors que l'état d'urgence a été décrété sur tout le territoire, l'armée française va, d'ici à mardi, porter à 10 000 le nombre de militaires déployés dans l'Hexagone, a indiqué dimanche l'entourage du Premier ministre, Manuel Valls.

Il y en avait 7 000 avant vendredi. A Paris, un millier d'hommes sont dès dimanche soir venus prêter main forte aux 4 000 soldats déjà sur place [dans le cadre de l'opération Sentinelle](#). «Nous continuons de surveiller les sites très fréquentés (gares, aéroports, musées, monuments, zones commerciales) et sensibles (comme les lieux de culte israélites), mais notre visibilité globale sera accrue. L'objectif est de protéger, dissuader et rassurer», précise le colonel Benoît Brulon, le porte-parole de l'opération Sentinelle en région parisienne. Le commandement global de ces troupes est centralisé à Saint-Germain-en-Laye (78), à l'ouest de la capitale, ainsi que dans les centres opérationnels de Vincennes (94), Saint-Denis (93) et Satory (78).

Des transports très sécurisés

De son côté, la préfecture de police de Paris a renforcé ses effectifs et a [multiplié les arrêtés](#), interdisant notamment [toute manifestation sur la voie publique](#) jusqu'à jeudi midi dans toute l'Ile-de-France. Les équipes de commandement de la préfecture ont d'ailleurs présenté leur action dimanche à Manuel Valls ainsi qu'aux ministres de l'Intérieur et de la Défense, Bernard Cazeneuve et Jean-Yves Le Drian. Une attention particulière est prêtée aux centres commerciaux et aux transports en commun.

Le centre opérationnel du Fort-Neuf de Vincennes, à l'est de Paris. [© M. Sizine pour Direct Matin]

«Nous devons redoubler de vigilance, surtout dans les grandes gares et stations de métro. Le port du gilet pare-balle nous est fortement recommandé», confie L., un agent de sûreté des transports en service dimanche. La RATP a d'ailleurs «renforcé les effectifs GPSR» ([Groupe de protection et de sécurisation des réseaux, un millier d'agents](#)), tout en rappelant que «le niveau de sécurité est très élevé avec [Vigipirate](#)». Un important travail de coordination avec la police des transports (1 000 hommes) a ainsi été mené pour assurer la sécurité des près de 11 millions de trajets quotidiens sur le réseau parisien.

Tout le territoire sur le qui-vive

Plus largement dans le reste de l'Hexagone, [la mise en place de l'état d'urgence](#) se traduit par l'instauration, sur ordre du préfet du département, de zones de protection particulières, où la circulation des personnes peut être restreinte (couvre-feux possibles). L'Etat peut également réquisitionner des personnes ou des moyens privés, fermer certains établissements (salles de spectacles, cafés, lieux de réunion...) ou interdire les rassemblements susceptibles de troubler l'ordre public. Les procédures de perquisitions administratives (sans contrôle d'un juge) et d'assignation à résidence sont également simplifiées.

La «durée» de l'état d'urgence, actuellement limitée à douze jours sans vote du Parlement, pourrait de plus être étendue à trois mois, comme le souhaite François Hollande. Ce dernier a en effet annoncé dimanche que le prochain Conseil des ministres examinera un projet de modification de cette loi, [appliquée cinq fois depuis sa création en 1955](#), pendant la guerre d'Algérie.

Les policiers demandent un port d'arme étendu

Les événements de vendredi et l'intervention d'un commissaire, qui a abattu un terroriste au Bataclan ont aussi relancé le débat sur le port d'armes pour les policiers, même en dehors du service. **«L'Etat ne peut pas faire l'économie de dizaines de milliers d'agents qui peuvent potentiellement intervenir en cas de problème»**, soutient **Philippe Capon, secrétaire général de l'Unsa Police**. **Ce dernier a aussi réclamé que cela «se concrétise très rapidement»**. D'autres syndicats appuient cette démarche, comme le SCPN (Syndicat des commissaires de la police nationale) et Synergie Officiers.

Le bureau national